

Une tornade spectaculaire sème la destruction dans la DDFiP du Pas-de-Calais

Ce titre aurait pu faire la une des journaux à la suite d'une catastrophe naturelle telle que celle survenue à Bihucourt... Mais la tempête est localisée sur la sphère foncière du département et trouve ses sources à Bercy qui continue de mettre à mal le service public et ses différents acteurs !

Au programme pour 2023 : la mise en place d'un Service Départemental des Impôts Fonciers.

Après avoir fermé une grande partie des trésoreries du département dans le cadre du « Nouveau Réseau de Proximité », les prochains services auxquels la direction va s'attaquer sont les Services des Impôts des Particuliers (SIP).

En effet, au 1^{er} janvier 2023, la DDFiP du Pas-de-Calais revient sur la réorganisation de la mission foncière avant d'attaquer son projet le « SIP de demain ». Après le démantèlement des Centres Des Impôts Fonciers (CDIF), on tente maladroitement de recoller les morceaux en restructurant les missions dans un Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF).

La mission foncière (qui concerne les particuliers), actuellement gérée par les Services des Impôts des Particuliers sur 11 sites, va être répartie sur 3 Pôles d'Évaluation des Locaux d'Habitation (PELH) : Boulogne-sur-Mer, Lens et Saint-Omer.

Les collectivités n'ont pas fini de subir les réformes déléteres successives qui mettent à mal leur budget ainsi que l'accès aux services publics des administrés.

Prenons ainsi l'exemple des usagers de la commune de Bihucourt, qui pour certains ont tout perdu, devront se déplacer à Saint-Omer en cas de question complexe sur leur situation foncière dévastée... « Nouveau Réseau de Proximité » qu'ils disaient... Du vent mensonger oui! Un vrai écran de fumée. Les prochains à quitter nos territoires seront les SIP, laissant à la charge des communes le développement des Maisons France Service, qui prendront des rendez-vous et enverront les usagers dans des services experts de plus en plus éloignés.

La direction communiquera sur la certitude d'un meilleur service, la réalité sera bien différente pour le citoyen lambda!

Les usagers vont devoir se débrouiller face à leur écran suite à la mise en place de nouveaux applicatifs censés fonctionner sur le principe du « tout automatique », tout automatique qui n'a pour but que l'économie de main d'œuvre en faisant faire le boulot par l'utilisateur plutôt que par l'administration... Bercy, aimant mettre la charrue avant les bœufs, lance une nationalisation de ses tests et des projections de suppressions d'emploi avant même que les applications et réformes ne soient opérationnelles.

À l'image des résultats décevants du Foncier Innovant, la liste des reports de mise en œuvre des applicatifs s'allonge, les formations tardent, les réformes galopent et les services publics reculent, mais étonnamment on continue de réduire les effectifs alors que le retard s'accumule et la qualité de service se dissout.

Qui sème le vent récolte la tempête !

Il est désormais acquis que cette usine à gaz transformera nos équipes en machines à traiter massivement des flux et des listes d'anomalies, transformant les agents en véritables robots à clics, au mépris des compétences professionnelles, des services surdimensionnés et déshumanisés, loin des attentes et des préoccupations des usagers.

Pour dernier exemple, l'ouverture du nouveau service Surf qui fait la liaison avec les données Sitadel, a généré un volume de près de 6000 anomalies qui ont mobilisé en urgence les agents de la mission foncière et les géomètres dans un contexte que l'on sait déjà extrêmement contraint.

Ces mêmes géomètres du Cadastre n'ont plus d'outil pour préparer et mettre à jour leur tournée sur le terrain. Le pari de Bercy est désormais clair : céder la mission topographique des géomètres à l'intelligence artificielle. Malgré des résultats largement insuffisants, la DGFIP semble vouloir supprimer définitivement leurs missions essentielles de détection fiscale et topographique (mise à jour du plan),

Les collectivités vont donc définitivement perdre leurs interlocuteurs directs, et les informations de terrain qu'ils récoltent au fil de leurs tournées et passages en commune. Bon vent !

Tout cela aura des conséquences directes sur la fiabilisation des bases d'imposition, et impactera directement les bases prévisionnelles et donc les budgets des collectivités suite aux nombreuses erreurs de montant des taxes locales.

Les communes et les administrés devront à terme faire appel à des prestataires externes ou un géomètre expert pour palier l'abandon de cette mission de service public.

Actuellement, le cadastre assure la mise à jour du plan (malgré un retard de plus en plus important) et du contentieux qui en résulte.

Ainsi, les collectivités devront être plus impliquées et vigilantes sur la surveillance du recensement et le suivi de la matière imposable (changement d'affectation, constructions sauvages), sauf à faire intervenir un prestataire conseil en fiscalité, prestation bien entendu payante qui impactera de facto le budget des collectivités.

Ne nous laissons pas faire face à la destruction de nos emplois, de nos métiers, et de notre service public !

Soyons conscients que notre force ne peut être que collective, il n'y aura pas de victoire individuelle, ceci n'est qu'un leurre pour moutons.

La CGT fip 62 l'a déjà dénoncé: nos directions nationale et locale pratiquent le « Chacun son tour »

Après les trésoreries, les services, puis les SIP...

Qui croit passer à travers les gouttes risque la noyade.

Cela fait des années que cela dure, aucune raison de changer la méthode, le réseau du 62 a d'ailleurs fait le choix de la continuité de la représentation syndicale, ce qui ravit finalement notre direction, confortée qu'elle est dans son cap destructeur et sans opposition efficace.

Il est encore temps de gonfler les voiles pour changer de Cap et porter haut nos revendications : défense du service public à travers le maintien de la qualité de nos missions, du renforcement de la proximité avec nos usagers, de la défense des conditions de travail et de vie des agents, de la reconnaissance de leurs qualifications et de leur professionnalisme.

Jusqu'à quand nos équipes, nos usagers et notre pays devront subir les réformes mal nées et néfastes au vivre ensemble ?

Quand relèverons-nous fièrement la tête au lieu de céder aux marchands de peur et autres professionnels de la com' malhonnête?

